

Ce texte discute la façon dont la notion de Bien Vivre (*Buen Vivir*) a influencé la réglementation, la planification et la mise en œuvre de politiques économiques emblématiques de l'Équateur entre 2007 et 2016 durant la période de la « Révolution Citoyenne ». Le texte montre la manière dont la liquidité de l'économie a été gérée au cours de la décennie analysée, sachant qu'il s'agit d'un des aspects fondamentaux du modèle économique du Bien Vivre. Il souligne la reprise de la régulation financière et monétaire à partir de 2014 avec la promulgation du Code organique monétaire et financier, qui a rendu à la Banque Centrale une série d'instruments pour une gestion plus active de la liquidité de l'économie. Le plus utilisé d'entre eux a été le « Programme d'investissement national des excédents de la réserve internationale » qui a contribué au financement du secteur public et à la gestion de la liquidité dans des scénarios difficiles, comme après le choc externe de 2014 et après le tremblement de terre de 2016. En critiquant le sort de cet instrument à partir de 2017, le texte propose une gestion plus rigoureuse des niveaux de réserves et l'amélioration de la structure du portefeuille.

Mots-clés : Bien Vivre ; Révolution Citoyenne ; Équateur ; politique économique ; Banque Centrale.

Este artículo discute la forma en que la noción de Buen Vivir incidió en la regulación, planificación e implementación de políticas económicas emblemáticas en el Ecuador entre 2007 y 2016 durante el período de la "Revolución Ciudadana". Específicamente, el texto muestra cómo se ha gestionado la liquidez de la economía a lo largo de la década analizada, al ser este un aspecto fundamental del modelo de economía para el Buen Vivir. Se destaca la recuperación de la regulación financiera y monetaria a partir de 2014 con la promulgación del Código Orgánico Monetario y Financiero, que devolvió al Banco Central una serie de instrumentos para una gestión más activa de la liquidez de la economía. El más utilizado fue el "Programa de inversión doméstica de los excedentes de la Reserva Internacional", que contribuyó al financiamiento de la caja fiscal y a la gestión de la liquidez en escenarios complejos como luego del shock externo de 2014 y el terremoto de 2016. El texto lamenta la suerte de este instrumento a partir de 2017 y propone, en cambio, su fortalecimiento a través de una gestión más rigurosa de los niveles de la Reserva Internacional y una mejora en la estructura del portafolio de inversión.

Palabras clave: Buen Vivir; Revolución Ciudadana; Ecuador; política económica; Banco Central

This paper discusses how the concept of Good Living (*Buen Vivir*) influenced the regulation, planning and implementation of emblematic economic policies in Ecuador between 2007 and 2016 during the period of the so-called "Citizens' Revolution". Specifically, the text shows how the liquidity of the economy was managed over that decade, as this is a fundamental aspect of the economic model for Good Living. It highlights the resumption of financial and monetary regulation in 2014 with the promulgation of the Organic Monetary and Financial Code, which gave the Central Bank a series of instruments for a more active management of the economy's liquidity. The most widely used of those was the "National Investment Programme for the surpluses of the International Reserve", which contributed to public sector financing and liquidity manage-

ment in difficult scenarios such as after the 2014 external shock and the 2016 earthquake. The text, critical of the fate of this instrument from 2017, proposes a strengthening through a more rigorous management of reserve levels and an improvement of the structure of the portfolio.

Key words : Good Living ; Citizens' Revolution ; Ecuador ; economic policy ; Central Bank.

La gestion de la liquidité dans l'économie du Bien Vivre

ANDRÉS CHIRIBOGA-TEJADA

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS (IEP – SCIENCES PO)

andres.chiriboga@sciencespo.fr

Introduction

1. La conception de Bien Vivre (*Buen Vivir*), qui fait largement référence à un mode de vie de l'être humain avec lui-même et avec son environnement, a été au centre du débat politique et des politiques publiques en Équateur ces dernières années. Malgré les différents niveaux de compréhension et d'appropriation de cette notion par les décideurs politiques, on peut affirmer que le *Buen Vivir* a imprégné dans une large mesure le modèle économique proposé par la Révolution Citoyenne en Équateur et qui a commencé à être appliqué avec l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007. L'économie du Bien Vivre a été proposée comme l'un des piliers de la construction d'une nouvelle société dans laquelle les relations entre l'État, le marché et la société sont modifiées pour forger un nouveau pacte de coexistence, fondé sur les principes de justice sociale et économique, de justice démocratique participative et délibérative, de justice entre générations, de justice écologique et transnationale, qui reconnaît l'existence des biens publics, des relations matérielles et des déplacements humains transcendant les frontières des pays (Ramírez 2015, SENPLADES 2009). De même, il faut souligner que la mise en œuvre de ce modèle n'a pas été exempte de contradictions et de revers dus à la nature de la politique en tant que champ de tension et de conflit permanent.
2. Ce texte passe en revue les principes et les lignes directrices du Bien Vivre dans la politique économique de l'Équateur entre 2007 et 2017. Il

souligne également les décisions non prises concernant la politique économique pour l'amélioration du modèle du Bien Vivre. Nous nous interrogerons aussi sur le sort de ces politiques après le cycle de la Révolution Citoyenne et avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement. Cet article comporte une partie où l'on montre et discute de la façon dont le Bien Vivre a influencé la réglementation et la planification économiques. Par la suite, nous discuterons la manière dont la liquidité de l'économie a été gérée au cours de la décennie analysée, sachant qu'il s'agit de l'un des aspects fondamentaux du modèle économique du *Buen Vivir*. Ainsi, plusieurs politiques économiques emblématiques, leurs résultats et leurs limites seront présentés et discutés.

1. Bien Vivre et politique économique en Équateur

3. Le concept de *Buen Vivir* ou Bien Vivre se nourrit d'éléments et de discussions de longue date qui ne sont pas spécifiques à l'Équateur et à l'Amérique latine (SENPLADES 2013). Ce concept, bien qu'il semble clair *a priori*, est toutefois discuté. Le Quang (2017) soutient que la critique de la vision linéaire et économique établie par la modernité capitaliste est un élément commun des multiples façons de comprendre le Bien Vivre en Équateur. Il y a aussi d'autres éléments de consensus plus spécifiques, tels que l'urgence de récupération du rôle de l'État, la nécessité de soutenir la souveraineté du pays et d'aller vers l'intégration régionale, afin de faire face à la mondialisation. D'autre part, Cubillo, Hidalgo et Domínguez (2014) soulignent que les divergences autour du concept ont donné naissance à des courants différents : indigéniste, post-développementaliste et socialiste. Une autre catégorisation est celle de Le Quang et Vercoutère (2013) qui parlent des courants culturiste-indigéniste, environnementaliste-post-développementaliste et écomarxiste-étatiste. Les catégorisations socialistes et écomarxistes-étatistes du Bien Vivre sont celles qui mettent le plus l'accent sur la dimension matérielle et immatérielle du Bien Vivre pour atténuer les inégalités et autres effets négatifs du capitalisme. Pour notre part, nous analysons dans quelle mesure les principes directeurs de la politique économique de l'Équateur entre 2007 et 2016 étaient enracinés dans cette façon particulière de penser le Bien Vivre.

4. En matière économique, le *Buen Vivir* affirme que la croissance économique ne peut être un objectif en soi, comme l'établissent les visions les plus conventionnelles de l'économie. Au contraire, elle doit être subordonnée aux personnes, et à leur environnement, et au service de ces derniers. En ce sens, le système économique doit fonctionner de manière à garantir les conditions matérielles et immatérielles pour atteindre le Bien Vivre de notre société.
 5. La mise en œuvre d'un système économique qui rend possible le Bien Vivre en Équateur présente de nombreux aspects interconnectés. L'un d'entre eux a été la recherche de mécanismes permettant la gestion de la liquidité en considérant les importantes restrictions structurelles de l'économie du pays. La première grande restriction vient de la persistance d'une matrice productive et d'exportation primaire, fortement dépendante du comportement des marchés internationaux des matières premières. Une deuxième limite majeure est la dollarisation¹ qui, saluée par beaucoup et mal comprise en tant que générateur *per se* de stabilité économique, explique la perte de l'instrument le plus important de la politique économique d'un pays : la monnaie.
 6. La nécessité de gérer activement la liquidité² pour assurer les ressources nécessaires à la transformation économique et politique, a été exprimée dans le premier programme gouvernemental du Mouvement Alianza PAIS³. Cela marquait une rupture avec la position des gouvernements précédents pour lesquels la gestion de l'économie (encore plus sans sa propre monnaie) devait se limiter à une position passive concernant la balance courante de la balance des paiements⁴. Plus simplement, pour les
- 1 En l'an 2000, après la crise économique la plus profonde des dernières décennies, l'Équateur a abandonné sa monnaie (le sucre) pour adopter intégralement le dollar américain. La décision controversée a été prise par le gouvernement du président Jamil Mahuad et le dollar reste aujourd'hui la monnaie utilisée.
 - 2 Le terme peut être compris de deux façons : premièrement, il fait référence à la capacité d'un actif de se transformer rapidement en espèces. Ainsi, un actif peut être plus liquide qu'un autre. D'autre part, la liquidité s'entend comme la disponibilité des ressources dans une économie. Les deux concepts coexistent et seront abordés de cette manière dans ce texte.
 - 3 Alianza PAIS est un mouvement politique de gauche/centre-gauche, créé en 2006 pour participer aux élections générales de la même année et qui a promu la candidature de Rafael Correa. Correa a dirigé le processus politique de la Révolution Citoyenne entre 2007 et 2017. Début 2018, Correa et plusieurs personnalités politiques du mouvement se sont désaffiliées d'Alianza PAIS, accusant son successeur et premier vice-président, Lenín Moreno, d'avoir changé de cap vers une politique de droite.
 - 4 Dans la balance des paiements, qui est un mécanisme de compte qui enregistre les

gouvernements précédents et leurs conseillers qui avaient souscrit aux recettes de l'orthodoxie économique, il était nécessaire de laisser le marché international fournir des dollars à l'économie. Ainsi, à partir de l'année 2000, les efforts de ces gouvernements pour libéraliser le commerce international, accroître la flexibilité du marché du travail et déréglementer les flux financiers se sont intensifiés. Or, la déréglementation économique favorisée par le néolibéralisme a été la grande cause de la crise financière qui a conduit à la dollarisation⁵.

7. Dans les faits, la stratégie de libéralisation des marchés n'a pas produit les résultats escomptés par les gouvernements au pouvoir. Le marché international n'a pas non plus alloué les dollars comme ils l'avaient annoncé. Malgré le fiasco de la Zone de libre-échange (ZLEA) et l'impossibilité de signer un accord de libre-échange entre l'Équateur et les États-Unis, la déréglementation économique du pays a entraîné, entre autres, une plus grande ouverture économique durant les cinq premières années de dollarisation. Entre 2000 et 2005, l'indice d'ouverture économique de l'Équateur est passé de 0,748 à 0,812⁶. Toutefois, la balance commerciale du pays ne s'est pas améliorée. Au contraire, elle s'est encore détériorée, passant d'un déficit de 104,2 millions de dollars en 2000 à un déficit de 803,7 millions en 2005. Même l'augmentation de l'exportation de pétrole (de 2 144,6 millions de dollars en 2000 à 3 258,1 millions en 2005) n'a pas réussi à compenser la détérioration de la balance des paiements due à l'augmentation des importations dans le secteur non pétrolier⁷. L'ouverture du marché n'a pas contribué à l'entrée des dollars dans le pays, ce qui explique la mauvaise

transactions d'un pays avec le reste du monde, la balance courante montre les recettes et les sorties de ressources pour les opérations de commerce des biens et des services, pour les paiements de revenus du capital (investissements financiers), pour les rémunérations du travail ainsi que les mouvements de ressources payées sans avoir nécessairement de contrepartie : dons, coopération et transferts des migrants.

- 5 Les principales déréglementations du début des années 1990 ont été incluses dans les normes suivantes : la loi du régime monétaire et de la banque d'État (1992), la loi de la promotion des investissements (1993) et la loi générale des institutions du système financier (1994). Ces lois ont permis aux cadres des banques de s'octroyer un pourcentage élevé de crédits pour leurs propres activités (crédits liés) et ont favorisé la sortie de capitaux vers les banques offshore, ce qui a déclenché la crise financière. De même, les réformes ont permis aux banques de placer des actifs en dollars pour profiter de la dévaluation, tandis que les passifs en monnaie nationale ont perdu leur valeur réelle de manière vertigineuse. Pour une analyse plus détaillée du rôle de la déréglementation financière et de sa relation avec la dollarisation, consulter Chiriboga-Tejada (2019).
- 6 Source : Banque Mondiale (World Data Bank pour 2000 et 2005).
- 7 Source : Banque Centrale de l'Équateur. Chiffres en dollars constants de 2000.

santé de l'économie. Si les prix du pétrole avaient été plus bas, l'Équateur aurait certainement connu une crise prolongée et profonde au cours des premières années du XXI^e siècle.

1.1. LA PLACE DU BIEN-VIVRE DANS LE PLAN GOUVERNEMENTAL ET LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION CITOYENNE

8. Face à cette économie à la dérive, le modèle de l'économie du Bien Vivre a proposé une gestion alternative, consciente des limites imposées par le régime dollarisé et permettant la gestion de ces limites. Le programme gouvernemental présenté en 2006 par le Mouvement Alianza PAIS a esquissé les grandes lignes de cette proposition :

Le pays sans politique monétaire et de change, en raison de l'effet de la dollarisation irresponsable, doit maximiser tous les instruments de politique économique disponibles et même réfléchir à la manière de faire face au défi monétaire et de change sans causer un revers similaire à celui causé par le sacrifice de sa monnaie nationale (Programa de Gobierno del Movimiento Alianza PAIS 2007 - 2011 ; 31).

9. Après l'arrivée au pouvoir d'Alianza PAIS, le premier Plan National de Développement (2007-2010) a défini les premières orientations politiques pour la transformation du modèle économique. Ce document, qui a été le premier pas vers la reprise de la planification de l'État, a établi comme politiques publiques la garantie de la viabilité macroéconomique et la mise au point d'outils pour rendre la balance des paiements viable, compte tenu des limites du système dollarisé. Il souligne également l'importance de l'investissement dans le secteur social et de la transformation productive en tant qu'éléments clés de la viabilité macroéconomique à moyen et long terme. Enfin, ce plan national de développement exposait les trois premières grandes stratégies qui seraient fondamentales pour soutenir la dollarisation, la gérer intelligemment et lancer la transformation économique de la Révolution Citoyenne :

- Gestion équilibrée et efficiente des finances publiques, y compris l'amélioration du recouvrement et de l'administration des impôts.
- Augmentation des marges de participation de l'État à la rente pétrolière par la renégociation des contrats de concession.
- Renégociation de la dette extérieure.

10. Sans ignorer le rôle joué par la hausse des prix du pétrole dans les premières années de la Révolution Citoyenne, les décisions concrètes mentionnées ici ont généré une importante canalisation de ressources vers le trésor public. Par exemple, le changement de format des contrats avec les compagnies pétrolières a même permis à l'État de profiter de revenus extraordinaires générés par la hausse du prix du pétrole brut qui, dans le passé, auraient été principalement versés aux compagnies pétrolières internationales. Entre 2011 et 2014, la renégociation des contrats pétroliers a rapporté au pays 4 158 millions de dollars. Le rachat de la dette extérieure en 2009 a permis au pays d'économiser 7 505 millions de dollars qui auraient dû être payés aux créanciers des Global Bonds 2012 et 2030, précisément jusqu'en 2030. Les recettes fiscales ont fortement augmenté, passant de 9.98% du PIB en 2006 à 13.57% en 2016 (SENPLADES, 2016, SRI 2017).

1.2 L'ÉCONOMIE DU BIEN VIVRE DANS LA CONSTITUTION DE 2008

11. Bien que les premières orientations pour la construction d'un nouveau modèle économique aient été esquissées dans le premier Programme gouvernemental et le premier Plan de Développement de la Révolution Citoyenne, les principales orientations ont été discutées lors du débat de l'Assemblée Constituante 2007 - 2008. Elles ont finalement été intégrées dans la Constitution 2008 (Larrea 2011 ; Le Quang 2017) où la conception du Bien Vivre est clairement présente et prend vie dans la législation nationale. Ainsi, il est inscrit dans la Constitution que le système économique équatorien est social et solidaire. Il reconnaît l'être humain comme son sujet et sa finalité et prévoit que les relations entre la société, l'État et le marché soient dynamiques et respectueuses de la nature. La Constitution équatorienne établit également que le système économique doit garantir la production et la redistribution des conditions matérielles et immatérielles qui rendent possible le Bien Vivre. Elle reconnaît également l'économie populaire et solidaire comme une forme d'organisation économique, outre l'économie publique et privée, et lui accorde une régulation préférentielle. Ces principes sont consacrés par l'article 283 de la Constitution et il y est fait directement mention du Bien Vivre.
12. Outre qu'elle fixe de grandes orientations pour le fonctionnement du système économique, la Constitution de 2008 définit les objectifs de la politique économique fondée sur les principes du Bien Vivre : transformation productive, création d'emplois et viabilité macroéconomique (article 284).

Plus spécifiquement, elle parle de politique monétaire, de crédit, de taux de change et de politique financière (article 302), fixant comme objectifs l'offre adéquate de moyens de paiement, la gestion de la liquidité de l'économie, la gestion des taux d'intérêt pour canaliser l'épargne vers l'investissement productif, l'équilibre de la balance des paiements, afin d'assurer la durabilité de l'économie. Enfin, elle établit que la formulation de ces politiques relève de la compétence exclusive de l'Exécutif et qu'elles sont mises en œuvre par la Banque Centrale, en tant qu'entité de droit public⁸, avec la participation des banques publiques dans le cadre de l'exécution des politiques financières et de crédit (article 303).

13. En ce qui concerne le fonctionnement du système financier, l'article 308 de la Constitution dispose que les activités financières sont un service d'ordre public et qu'elles doivent être exercées, avec l'autorisation préalable de l'État. En outre, elle précise que ces activités auront pour objectif fondamental de préserver les dépôts et de répondre aux besoins de financements nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. Toutes ces lignes directrices se trouvent au chapitre IV de la Constitution, intitulé « Souveraineté économique ».

14. Bien sûr, les indications générales établies par la Constitution de Montecristi de 2008 pour la construction de l'Économie du Bien Vivre devaient s'incorporer dans des lois, des normes secondaires, de nouveaux plans de développement (qui sont devenus les « Plans pour le Bien Vivre »), des instruments de planification sectorielle et des politiques concrètes qui permettent, effectivement, de surmonter les limitations structurelles de l'économie équatorienne. Le plus paradoxal, dans la Constitution, consiste peut-être à parler de construire la souveraineté économique sans souveraineté monétaire⁹. Quoi qu'il en soit, pour réaliser la souveraineté économique de l'Équateur, gérer correctement les liquidités pour le développement et le faire sans sa propre monnaie, il est important de mettre en œuvre une série de règles novatrices ainsi que d'autres instruments de politique économique.

1.3 LE BIEN VIVRE COMME PRINCIPE DIRECTEUR DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

8 Auparavant, la Constitution de 1998 établissait que la Banque Centrale était une entité de droit public mais techniquement et administrativement autonome.

9 Nous pouvons trouver une discussion à ce sujet dans le texte de Carvajal (2015) dont la référence se trouve dans la section bibliographique de cet article.

15. À l'issue de la promulgation de la Constitution de 2008, les plans de développement 2009-2013 et 2013-2017 ont été élaborés. Comme indiqué précédemment, ils ont été appelés « Plans pour le Bien Vivre » et ont constitué la boussole des deuxième et troisième mandats présidentiels de Rafael Correa. Pour compléter la planification nationale, des plans sectoriels ont été créés, y compris pour la politique économique. Pour la période 2011-2013, l'instrument de planification économique a été ouvertement appelée « Agenda de politique économique pour le Bien Vivre » (Figure 1).



Figure 1 : Plans et programmes pour le Bien Vivre

16. La planification et la mise en œuvre concrète des politiques économiques couvrent plusieurs domaines. Une manière transversale, mais non exhaustive, d'analyser les différentes politiques consiste à se pencher sur le problème de la gestion de la liquidité en dollarisation. Par conséquent, dans la prochaine section, nous nous centrerons sur la façon dont la liquidité a été comprise et gérée dans le cadre du nouveau modèle économique. Nous donnerons quelques exemples de règles et de politiques qui reflètent cette nouvelle façon de gérer la politique économique. Nous observerons spécifiquement le « Programme d'investissement national des excédents de la réserve internationale » en raison de son importance dans le modèle, considérant qu'il a fait l'objet d'attaques de ses détracteurs. Ce programme, sous l'administration du président Lenín Moreno, successeur de Correa, a été sévèrement restreint.

2. La gestion de la liquidité dans le modèle de l'économie du Bien Vivre

17. Premièrement, il est important de signaler que l'économie de tout pays exige que les particuliers et les entités économiques disposent de liquidités suffisantes pour réaliser leurs opérations économiques. Cela n'est pas remis en question par une lecture socialiste ou néomarxiste du Bien Vivre, alors qu'il peut faire l'objet de critiques avec d'autres perspectives. La poursuite du développement des activités économiques nécessite davantage de liquidités disponibles dans l'économie. Pour un pays qui n'a pas la capacité de créer de la monnaie, il s'agit là d'un défi encore plus important. Cependant, un modèle économique qui proclame la redistribution et l'amélioration des conditions de vie de la population, exige que la liquidité, entendue comme la disponibilité des ressources dans l'économie, ne soit pas concentrée entre les mains d'un petit nombre mais répartie plus équitablement. Ainsi, on peut considérer que l'administration de la liquidité était comprise et gérée de deux façons dans le modèle économique du Bien Vivre : d'une part, la gestion des niveaux de liquidité de l'économie et, d'autre part, la redistribution de la liquidité disponible (Chiriboga-Tejada, 2017). Il convient également d'ajouter que la restriction de la dollarisation exige une gestion efficace de la liquidité.
18. L'économie monétaire analyse la disponibilité de la liquidité à travers des agrégats monétaires. Ces agrégats tiennent compte de l'offre ou de la disponibilité de monnaie dans une économie donnée. En réalité, dans les agrégats monétaires, il n'y a pas seulement de l'argent (en espèces), mais aussi différents types d'actifs qui sont considérés en fonction de leur liquidité¹⁰. Le premier agrégat monétaire, que l'on appelle M1, qui comprend tout d'abord les billets et les pièces en circulation. Les billets et les pièces en dollars américains circulent en Équateur. De même, une plus petite quantité de pièces frappées par la Banque Centrale de l'Équateur circule, ainsi que, pendant quelques années, la monnaie électronique publique de la Banque Centrale¹¹. Dans ces deux derniers cas, ces moyens de paiement

10 Dans ce cas, la liquidité désigne la capacité d'un actif de se transformer rapidement en espèces. Ce concept de liquidité ne doit pas être confondu avec celui qui a été et continuera d'être utilisé dans ce texte : la liquidité comme disponibilité des ressources dans une économie. Les deux conceptions coexistent et fonctionnent comme telles, comme mentionné plus haut.

11 La monnaie électronique de la Banque centrale de l'Équateur a été éliminée fin 2017, par une réforme du Code Organique Monétaire et Financier, promue par le gouvernement du

extrêmement liquides sont rattachés à des billets, des pièces ou de l'or monétaire à raison de 1 pour 1 en dollars américains. De cette façon, sa circulation ne génère pas ce que l'on appelle une création primaire de monnaie. Puisqu'ils sont convertibles à 1 contre 1 ou 100% (c'est-à-dire qu'il y a toujours derrière eux des dollars physiques et de l'or monétaire), malgré leur très grande liquidité, ils fonctionnent essentiellement comme moyen de paiement. L'agrégat M1 comprend également les dépôts à vue des particuliers (comptes chèques et comptes d'épargne) dont les ressources peuvent être facilement retirées en dollars physiques ou par d'autres moyens de paiement (chèques, virements interbancaires, etc.). L'agrégat monétaire suivant est appelé M2, qui comprend le M1 plus la quasi-monnaie correspondant aux dépôts à terme qui, bien que non immédiatement liquides, peuvent être facilement rendus liquides pour la gestion des moyens de paiement et des créances publiques. L'agrégat M2 est la mesure de la liquidité monétaire totale d'une économie.

19. Ainsi, lorsque nous considérons qu'il faut qu'il y ait suffisamment de liquidité ou qu'il faut redistribuer la liquidité ou qu'il faut l'utiliser efficacement, nous faisons référence à l'agrégat M2. Dans les économies ayant leur propre monnaie, l'expansion du M2 peut facilement se faire, notamment par l'impression de monnaie. Il s'agit de la création primaire de la monnaie mentionnée ci-dessus. Il faut préciser que cela ne peut se faire de manière illimitée en raison de l'impact de la politique monétaire expansionniste sur l'inflation et le taux de change. Dans le cas de l'Équateur, sans sa propre monnaie, l'utilisation de la Réserve Internationale et la gestion de ses niveaux adéquats (expansion ou contraction) devient l'axe de la gestion de la liquidité. Mais la gestion de la liquidité doit aussi veiller à ce qu'elle soit mieux répartie au sein même du M2 (gestion redistributive de la liquidité) et soit propice à une utilisation efficace.

2.1 IMPÔTS, INCITATIONS FISCALES ET GESTION DE LA LIQUIDITÉ

20. Les impôts sont des outils qui peuvent contribuer à la redistribution de la liquidité, mais aussi à éviter la sortie de l'économie nationale de cette dernière (Chiriboga-Tejada, 2017). Premièrement, les impôts redistributifs et les incitations fiscales peuvent aider à répartir la liquidité au sein d'un même M2 (sans augmenter la liquidité totale) pour les secteurs plus vulnérables.

président Lenín Moreno.

rables de l'économie et aussi pour les secteurs productifs prioritaires. Entre 2007 et 2017, l'Équateur a connu des réformes successives qui ont contribué à rendre le système fiscal plus progressif. En outre, plusieurs de ces réformes visaient à rendre le système plus efficace en combattant l'évasion et la fraude fiscale. Certains impôts ont été clairement mis en place, non seulement à des fins de recouvrement, mais aussi pour aider à assurer le maintien ou le retour de la liquidité dans l'économie (gestion expansive de la liquidité). Par la suite, j'analyserai quelques exemples.

21. La première réforme majeure du système fiscal équatorien au moment de la Révolution Citoyenne a été promulguée par l'Assemblée Constituante à la fin de 2007 et s'appelait la « Loi réformatrice pour l'équité fiscale ». Cette réforme a notamment créé la taxe à la sortie des devises (ISD est l'acronyme en espagnol) au taux de 0,5 %. Cette taxe, plutôt que d'être utilisée comme recouvrement, visait à décourager les sorties de dépenses superflues de l'économie afin de contribuer à une meilleure gestion de la liquidité. Désormais, cette taxe a fait l'objet de plusieurs modifications, avec une augmentation de son taux à 1%, 2% et finalement 5%. À partir de cette dernière augmentation, on a détecté de nouveaux types d'évasion fiscale par le biais de paiements en espèces à l'étranger. Il s'agissait là d'un effet indésirable qui a généré des pressions négatives sur la réserve des devises de la Réserve Internationale. Cela a conduit à une réforme finale en 2016, qui exonère le paiement de la taxe lorsque la consommation à l'étranger se fait par carte bancaire, c'est-à-dire évitant ainsi la demande d'espèces en Équateur et physiquement retirées du pays. Compte tenu des contributions positives ainsi que des possibles effets négatifs de cette mesure, il est souhaitable que les autorités procèdent à une évaluation correcte et détaillée de cette taxe et de son rôle dans la gestion de la liquidité.

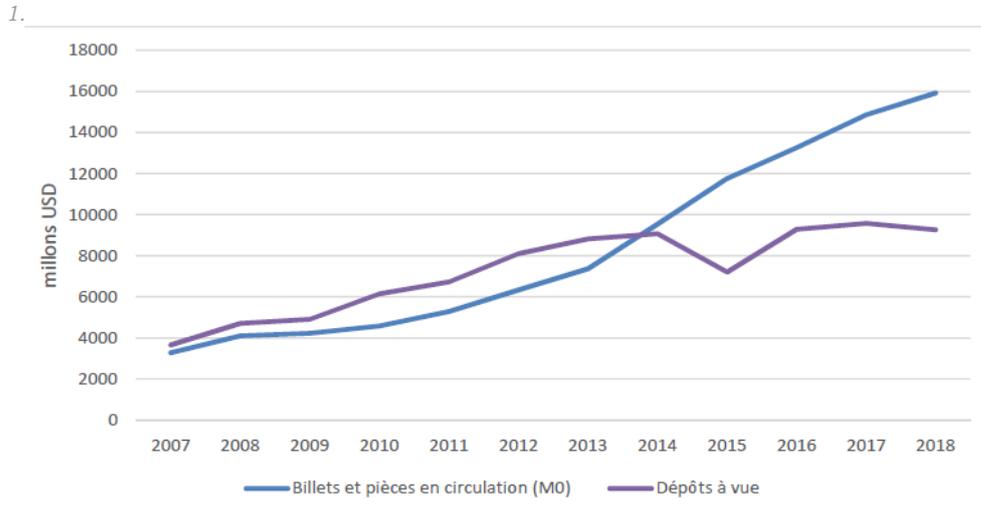
22. De même, en 2016, des réformes ont été proposées et approuvées pour prévenir l'évasion et la fraude fiscale sur l'impôt concernant les héritages, legs et donations à travers des fidéicomis et des fondations notamment, constituées à l'étranger et en particulier dans les paradis fiscaux. C'est certainement la partie la plus importante de cette loi dite « Loi sur les héritages », en raison du niveau élevé d'évasion fiscale qui résulte de l'utilisation de ces mécanismes. La réforme complète proposée par le président Rafael Correa est alors devenue politiquement non viable face aux protestations des classes moyennes et aisées ainsi qu'à la méconnaissance des plus larges secteurs de la population. Toutefois, l'essentiel – selon nos critères et

comme nous l'avons mentionné précédemment – a quand même été discuté et approuvé par l'Assemblée Nationale. Outre une meilleure gestion fiscale, les réformes, brièvement mentionnées dans ce paragraphe et dans le précédent, ont contribué à une gestion proactive et stratégique de la liquidité en dollarisation : favoriser l'entrée de la liquidité, éviter sa sortie et en faire un usage approprié au sein de l'économie du pays.

23. D'autre part, il existe des incitations fiscales visant à (ré)orienter l'épargne nationale et les capitaux étrangers vers l'investissement productif dans le pays. Elles peuvent donc également jouer un rôle important dans l'expansion de la liquidité. Si l'argent d'un résident équatorien est investi en Équateur et non dans un investissement étranger, ou bien si le pays attire des capitaux étrangers, les effets d'expansion de la liquidité totale sont pertinents. D'où l'importance de la mise en œuvre effective des incitations prévues dans le « Code de la production » de 2010, mais aussi celle de contrôler le respect des exigences liées à ces avantages. Au cours de la dernière moitié de la période de la Révolution Citoyenne, des réformes ont été appliquées au Code et de nouvelles incitations ont été créées par le biais des lois suivantes : « Loi sur les incitations à la production et sur la prévention de la fraude fiscale » (2014), « Loi sur les incitations aux associations public-privé et aux investissements directs étrangers » (2015), le Code de l'économie sociale sur la connaissance, la créativité et l'innovation » (2016) et la « Loi de la culture » (2016).
24. Toutefois, comme nous l'avons mentionné plus haut, il ne suffit pas de fournir des incitations fiscales pour favoriser la production. Celles-ci doivent s'accompagner d'engagements de la part des producteurs ou d'exigences en matière de création d'emplois locaux, de transfert de technologie et de réinvestissement des bénéficiaires. Ces exigences, qui sont souvent exprimées dans des normes secondaires, devraient l'être, dûment, vérifiées, contrôlées et évaluées par les autorités compétentes. Cette activité de suivi et d'évaluation a été brève dans le cadre de la Révolution Citoyenne, ce qui a donc limité la contribution effective de ces outils à la transformation productive et à la gestion de la liquidité.
25. Pour conclure cette section, il est important de faire une dernière référence à la mise en œuvre d'incitations fiscales pour favoriser l'utilisation des moyens de paiement électroniques, compte tenu des niveaux élevés d'utilisation des billets et des pièces physiques en Équateur (Graphique 1) ainsi

que des coûts et des problèmes que cela implique pour une économie dépendante d'une monnaie étrangère.

Graphique 1 : Évolution de la quantité de 1) billets et pièces en circulation et 2) dépôts à vue 2007 – 2018



26. Nous avons expliqué qu'une gestion proactive et stratégique de la dollarisation consiste à favoriser l'entrée de liquidité, d'éviter sa sortie et d'en faire un usage efficace dans l'économie du pays. Sur ce dernier point, la politique économique des dernières années de l'administration du Président Correa s'est fortement engagée à favoriser l'utilisation des moyens de paiement électroniques (cartes de débit, cartes de crédit, cartes prépayées, transferts interbancaires, paiements mobiles). En outre, un système de monnaie électronique¹², géré de manière privative par la Banque centrale de l'Équateur, a été mis en place. Cela constitue la première expérience au monde d'un moyen de paiement électronique universel d'une Banque Centrale. Si l'utilisation des moyens de paiement numériques ne fait pas croître le M2, elle permet une utilisation plus efficace de cette liquidité en augmentant sa vitesse de circulation. En termes simples, il permet de déplacer l'ar-

12 En ce qui concerne le soutien de la monnaie électronique et sa mise en œuvre par la Banque Centrale de l'Équateur, nous nous référons plus haut dans ce texte.

gent plus rapidement et de l'utiliser plus facilement pour l'achat de biens et de services.

27. La « Loi pour l'équilibre des finances publiques » de 2016 a incorporé, en tant qu'incitation fiscale, un régime de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui passe de 12% à 10% lorsque les paiements sont effectués en monnaie électronique et à 11% avec un paiement par cartes bancaires (crédits, débits ou prépayées). De même, un avantage a été incorporé pour les contribuables du Régime fiscal simplifié (RISE)¹³ qui paient leurs cotisations en monnaie électronique. De cette façon, les acteurs ont été encouragés à utiliser ce moyen de paiement dans le cadre de leurs activités économiques. En contrepartie, pendant 3 ans, ils ont la possibilité de recevoir un remboursement de 5% de la valeur de leurs cotisations en monnaie électronique.

28. Malgré et au-delà des incitations décrites ci-dessus, le système de monnaie électronique a fait l'objet d'une forte campagne de diffamation de la part d'acteurs de la banque privée qui estimaient que le système ne devait pas être géré par la Banque Centrale (Oliva, 2016 ; Ramos, 2017). Cela a fortement affecté la confiance de la population dans l'utilisation de ce moyen de paiement, pionnier en raison de son coût, de sa facilité d'accès et en tant que facteur d'inclusion¹⁴. Fin 2017, l'opposition à ce mode de paiement a poussé le gouvernement de Lenín Moreno à proposer à l'Assemblée une réforme visant à éliminer la monnaie électronique de la Banque Centrale. La « Loi sur la réactivation économique, le renforcement de la dollarisation et la modernisation de la gestion financière » de 2017 a incorporé la réforme qui a enterré ce système.

2.2 LE CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER DE 2014

29. En septembre 2014, un nouveau Code Monétaire et Financier a été promulgué, pour pallier les faiblesses de l'adaptation de la réglementation financière et monétaire au nouveau cadre constitutionnel et pour abroger (même symboliquement) les anciennes lois : la loi générale du système

¹³ Le RISE est un système volontaire pour les petites entreprises facilitant le paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

¹⁴ Lors du Singapour Tech Festival en 2018, Christine Lagarde, directrice du FMI, a déclaré que les banques centrales devaient analyser la possibilité d'émettre des espèces monétaires numériques en tenant compte du rôle fondamental que ces entités devraient jouer dans l'approvisionnement en monnaie dans l'économie numérique.

financier, du régime monétaire et de la Banque d'État. Ces lois étaient emblématiques du néolibéralisme financier en Équateur. Le nouveau Code fait également un effort important pour intégrer les règlements qui étaient auparavant dispersés dans plus de trente lois. Ces dernières ont été abrogées ou réformées avec la mise en place du Code.

30. Le Code monétaire et financier, en adaptant les règlements à la Constitution et aux principes de l'économie du Bien Vivre, a élaboré les lignes directrices du fonctionnement du système financier et monétaire :

- Récupérer les instruments de gestion de la liquidité auprès de la Banque Centrale.
- Établir des mesures d'encouragement, dissuasives et réglementaires pour canaliser le crédit vers les segments prioritaires.
- Réglementer les transactions financières avec les paradis fiscaux et créer des mécanismes de contrôle des flux de capitaux.
- Réorganiser les institutions économiques de l'État en établissant des responsabilités claires en matière de réglementation, de gérance, de contrôle et de supervision.
- Réglementer les entités non financières qui accordaient des crédits (Shadow Banking).
- Améliorer les capacités du système économique équatorien à faire face aux crises systémiques.
- Consolider le réseau de sécurité financière, étendre la couverture de l'assurance-dépôts et l'accès des institutions financières au Fond de liquidité.
- Renforcer le système d'assurance.
- Renforcer et adapter la réglementation et le contrôle du système financier populaire et solidaire.

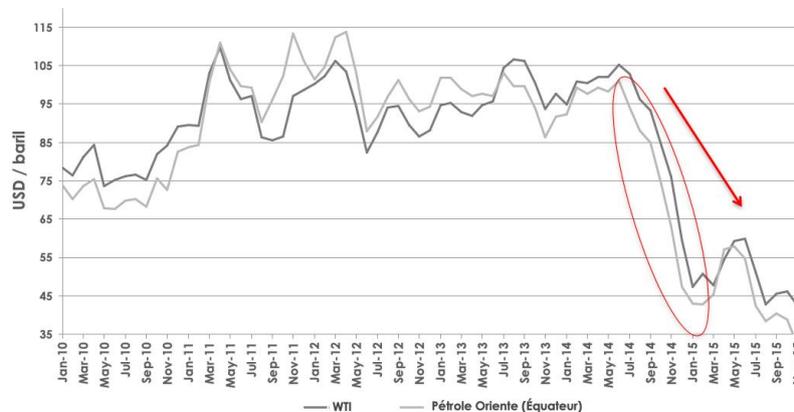
31. Le code monétaire contient un grand nombre d'éléments dont le fonctionnement peut être analysé à partir de sa contribution à la gestion de la liquidité et à la construction d'une économie du Bien vivre. Cependant, nous nous limiterons ici, à analyser le nouveau rôle de la Banque Centrale et en particulier ce qui concerne le « programme d'investissement national »

2.3. LE RÉTABLISSEMENT DU RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE ET DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT NATIONAL

32. Bien qu'en l'an 2000, avec l'abandon de sa monnaie, l'Équateur ait renoncé à l'instrument de politique économique le plus important, cela ne signifie pas que l'État soit contraint de laisser le flux de la liquidité à la dérive et d'attendre que le marché la fournisse, comme l'affirme à tort l'orthodoxie économique. Au contraire, le modèle de l'Économie du Bien Vivre a proposé une position proactive de l'État pour canaliser la liquidité vers l'économie, la redistribuer et éviter sa sortie excessive. En ce sens, ce modèle était critique quant à l'indépendance et la passivité de la Banque Centrale (plus encore dans une économie dollarisée). Le code monétaire de 2014 a permis à la Banque Centrale de l'Équateur de récupérer plusieurs instruments de gestion de la liquidité, malgré l'impossibilité de contrôler la création primaire de la monnaie.
33. Ces instruments ne sont pas des inventions du modèle économique du Bien vivre ou des écoles de pensée hétérodoxes. Historiquement, de nombreux gouvernements s'en sont servis pour atténuer les effets des crises économiques et des guerres et pour étayer leurs stratégies d'industrialisation. Par exemple, les États-Unis, les pays d'Europe et le Japon ont renforcé le rôle de la Banque Centrale après la Grande Dépression de 1929 et après la Seconde Guerre mondiale. De même, des mécanismes ont été mis en place pour orienter le crédit vers les secteurs industriels et les secteurs créateurs d'emplois pour combattre les récessions.
34. En ce sens, et dans le but de renforcer la gestion de la liquidité en période de croissance et de disposer d'instruments pour atténuer les effets des ralentissements économiques, le Code Monétaire de 2014 a récupéré certains outils de gestion de la liquidité pour la Banque Centrale. Ainsi, le code prévoit la possibilité pour la Banque Centrale d'investir l'excédent de liquidités de la Réserve Internationale dans le secteur financier public et privé et dans les grandes coopératives du secteur populaire et solidaire. Il s'agissait sans aucun doute de l'instrument de politique monétaire le plus important qui a été utilisé dans les dernières années de la gestion de la Révolution Citoyenne. Le Conseil de Régulation et de Politique Monétaire

et Financière (en espagnol, la *Junta de Política y Regulación Monetaria y Financiera*)¹⁵ est l'organe chargé d'élaborer le plan d'investissement de ces excédents et de le réformer si nécessaire. Outre le Programme d'investissement national, le Code a créé d'autres instruments qui ont été utilisés dans une mesure moindre ou nulle : la Banque Centrale a recouvré la possibilité d'émettre des titres appelés « Sécurités de la Banque Centrale » (TBC en espagnol) adossés aux actifs de la Banque et dans les limites de la viabilité de la balance des paiements. Le Code Monétaire a également donné à la Banque Centrale la capacité de mener des négociations de marché ouvert avec les entités du système financier national et lui a redonné le mécanisme du guichet d'escompte afin que ces entités puissent en bénéficier si nécessaire.

Graphique 2 : Prix moyen du Pétrole WTI et Oriente (Équateur) entre janvier 2010 et novembre 2015



35. Source : Banque Centrale de l'Équateur

15 Ce Conseil est un organe créé par le Code Monétaire de 2014. Il fait partie de la fonction exécutive et est responsable de la formulation des politiques publiques ainsi que de la réglementation et de la supervision des politiques monétaires, de crédit, des taux de change, de l'assurance et du marché boursier. Le Code de 2014 a établi que le Conseil devait être composé des ministères d'État responsables de la politique économique, de la production, des finances publiques, de la planification de l'État et d'un délégué du Président de la République. Le Conseil a également établi la présence (avec voix, mais sans droit de vote) du Contrôleur des banques, du Contrôleur des entreprises, du Contrôleur du marché boursier et des assurances, du Contrôleur de l'économie populaire et solidaire, du directeur général de la Banque Centrale de l'Équateur et du Président du Conseil d'Administration de la Société d'Assurance de dépôts, du Fonds de liquidité et du Fonds d'assurance privée.

36. Comme indiqué plus haut, l'investissement national est l'instrument le plus couramment utilisé pour canaliser la liquidité vers l'économie par l'intermédiaire des banques publiques et du Ministère des Finances. Cela a permis d'accroître de manière planifiée la liquidité disponible dans l'économie et, notamment par le biais de la banque publique, de la placer dans des secteurs prioritaires par le crédit. L'investissement national était également disponible pour répondre à des besoins extraordinaires de liquidité, comme lorsque l'Équateur a dû faire face à un tremblement de terre majeur en 2016, dans les provinces de Manabí et d'Esmeraldas, sur la côte du pays. Le tremblement de terre a fait 673 morts, plusieurs milliers de blessés et des dizaines de milliers de déplacés. De même, le Programme d'investissement national a contribué à atténuer les effets à court terme des chocs externes, tels que la baisse du prix du pétrole à partir du troisième trimestre 2014 (graphique 1), à laquelle s'est ajoutée une appréciation du dollar par rapport aux autres devises (Chiriboga-Tejada et Ramos 2015). Le graphique 2 montre l'appréciation du dollar américain par rapport au peso colombien, monnaie de l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Équateur. Les données correspondent à la période la plus forte du choc de 2014.

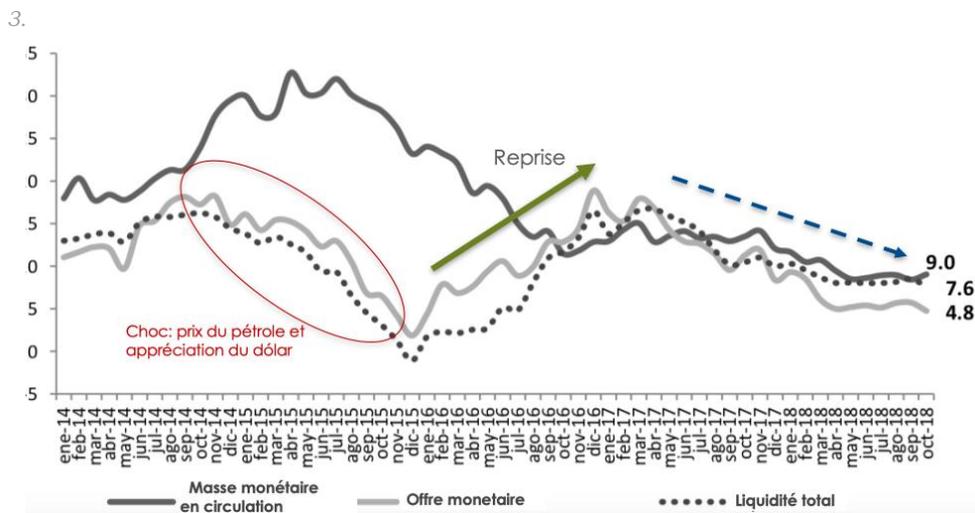
Graphique 3 : Taux de change entre le peso colombien et le dollar américain (pesos/USD) entre octobre 2014 et octobre 2015



2. Source : Banque Centrale de l'Équateur

37. Depuis la promulgation du Code Monétaire de 2014, le Programme d'investissement national est passé de 61 millions de dollars en septembre 2014 à 3.738 millions de dollars en mai 2017 lorsque le président Rafael Correa a quitté ses fonctions¹⁶. Cette évolution a contribué au rétablissement de la liquidité dans l'économie en situation de choc après 2014, les résultats se reflétant dans les agrégats monétaires à partir de 2016 (graphique 3). Après la fin du cycle politique de la Révolution Citoyenne, malgré l'absence de chocs extérieurs tels que ceux que l'on observe fin 2014 et en 2015, la liquidité totale de l'économie du pays a recommencé à diminuer à nouveau et de manière inquiétante.

Graphique 4 : Variation annuelle des agrégats monétaires entre janvier 2014 et octobre 2018



Source : Banque Centrale de l'Équateur

38. Contrairement à la position des économistes orthodoxes qui préconisent de laisser la réserve intacte ou de la placer dans des investissements à l'extérieur du pays, il est souhaitable que ces ressources soient canalisées vers notre économie lorsque les niveaux de liquidité sont sains, ainsi que lorsque des pressions s'exercent sur eux. Malgré cela, ces investissements ne doivent pas conduire à un épuisement excessif des réserves, afin qu'elles

¹⁶ Source : Bilans mensuels sectoriels de la Banque Centrale de l'Équateur.

couvrent les besoins du système financier et laissent une marge de manœuvre pour les besoins d'apports de liquidité programmés et émergents. Les investissements des réserves doivent répondre à une structure durable en termes de diversification et de gestion des risques.

Conclusion

39. Ce texte cherche à montrer comment la notion de Bien Vivre a influencé la politique économique en Équateur à l'époque de la Révolution Citoyenne. À cette fin, nous avons commencé notre réflexion en montrant qu'il existe différentes manières de comprendre et d'appliquer le Bien Vivre en Équateur. Celle qui permet une meilleure compréhension de ce qui se faisait en matière de politique économique à ce moment-là s'oppose à l'orthodoxie économique et insiste sur le rôle de l'État et la création de conditions matérielles et immatérielles pour le Bien vivre.
40. Dans la politique économique de la décennie 2007-2016, l'accent a été mis, entre autres, sur une gestion active de la liquidité en tenant compte des principales contraintes structurelles de l'économie du pays : dépendance vis-à-vis du secteur extérieur et dollarisation. Cette façon de penser la politique économique est liée aux principes économiques du Bien Vivre d'une ligne socialiste ou écomarxiste. Ces principes et leurs orientations spécifiques sont inscrits dans le premier plan gouvernemental du Mouvement Alianza PAIS, dans la Constitution de la République, dans la réglementation économique et dans la planification nationale et sectorielle correspondante.
41. Le texte analyse plusieurs politiques économiques qui ont été lancées pour promouvoir une meilleure gestion de la liquidité de l'économie et aider à qu'il y ait des ressources pour rendre possible une économie du Bien vivre. Il a notamment été question de la contribution de diverses taxes et incitations fiscales à la gestion expansive et redistributive de la liquidité. Il a également été suggéré qu'il était urgent de mettre en place un meilleur système de contrôle du respect des exigences, afin que le sacrifice dérivant des incitations fiscales génère effectivement des emplois locaux, des transferts de technologie et des réinvestissements de ressources. Dans ce cadre, nous avons aussi évoqué le rôle de la promotion de paiements électroniques, tout en critiquant la disparition du programme de monnaie électronique de la Banque Centrale en 2017.

42. Cet article souligne la reprise de la régulation financière et monétaire à partir de 2014, avec la promulgation du Code organique monétaire et financier, qui a rendu à la Banque Centrale une série d'instruments pour une gestion plus active de la liquidité de l'économie. Le plus utilisé d'entre eux a été ce qui est couramment appelé l'« investissement national ». Ce programme est passé de 61 millions de dollars en septembre 2014 à 3.738 millions de dollars en mai 2017, et a contribué au financement du secteur public et à la gestion de la liquidité dans des scénarios difficiles comme après le choc externe de 2014 et après le séisme de 2016. Nous pensons que cet instrument de gestion de la liquidité devrait mieux gérer les niveaux de réserves (sans les épuiser excessivement, mais en même temps sans nier la possibilité de ces investissements locaux) et d'améliorer la structure du portefeuille. Par exemple, le secteur financier populaire et solidaire n'a pas beaucoup profité de ces ressources. On pourrait penser à une capitalisation plus agressive de la Corporation Nationale des Finances Populaires et Solidaires (en espagnol, *Corporación Nacional de Finanzas Populares y Solidarias* - CONAFIPS), banque publique permettant à de nombreuses coopératives de crédit et à de petites caisses d'épargne d'obtenir des financements.
43. Toutefois, les critiques à l'égard du Programme d'investissement national ont pris une autre direction. En vertu de la loi organique « sur la promotion productive, l'attraction des investissements, la création d'emplois et la stabilité et l'équilibre budgétaires » d'août 2018, le paragraphe 5 de l'article 36 a été supprimé du Code Monétaire. Cet article concernait le pouvoir de la Banque centrale de l'Équateur d'acquérir des titres et des obligations du Ministère des Finances. La réforme comprend également un article prohibitif sur le sujet. De cette façon, la possibilité d'utiliser cette liquidité est limitée pour le Ministère des Finances, qui est l'entité compétente pour prendre des mesures visant à gérer la liquidité de l'économie. Si le programme d'investissement national n'a pas été éliminé, il a cependant été considérablement limité, notamment en ce qui concerne les injections urgentes de liquidité dans l'économie. En même temps que cette réforme, la Cour des Comptes a entamé en 2018 un audit des fonctionnaires ayant participé aux processus d'investissement national entre la Banque centrale et le Ministère des Finances, les accusant de ne pas avoir respecté la réglementation. Cela remet en cause l'utilisation de cet instrument, et cela même en présence d'une réglementation respectée. Au-delà de la légalité et sans connaître encore les résultats des examens de la Cour des comptes, la

remise en cause de ces processus (même sans base juridique de la part des auditeurs) a un effet dissuasif sur les agents publics qui pourraient aujourd'hui prendre des décisions de ce type.

44. On ne peut pas dire que toutes les politiques économiques mises en œuvre ont été strictement conformes aux principes de Bien Vivre. La politique, et la politique publique en particulier, sont toutes des espaces de conflit permanent. Pour cette raison, il n'y a pas nécessairement un alignement direct entre un modèle économique et la pratique du gouvernement. En outre, nous estimons qu'il convient de tenir compte des niveaux d'appropriation des décideurs publics en ce qui concerne les principes et les lignes directrices du Bien Vivre en matière économique. Même au niveau discursif, du Président de la République aux autres autorités économiques, le Bien Vivre se manifeste différemment : de très présent (comme par exemple dans la planification et le discours des autorités nationales de planification) à pratiquement absent du lexique des autorités économiques à certains moments de la Révolution Citoyenne. De cette façon, il y a des décisions de politique économique que l'on peut qualifier de progressistes ou d'hétérodoxes, qui coïncident avec les principes et les lignes directrices du Bien Vivre mais où il n'y a pas de relation d'alignement délibéré.

Bibliographie

CARVAJAL Sebastián, « Riesgos desatendidos del régimen de dolarización », in *La Nueva Economía en la Nueva Constitución del Ecuador*, SERRANO, Alfredo (dir), Quito, Servicio de Rentas Internas, 2015, p. 173-192.

CHIRIBOGA-TEJADA Andrés, *Power, Social Structure and Economic Action in the Ecuadorian Securities Market*. Mémoire de master, Sociologie, The London School of Economics and Political Science, Département of Sociology, 2014. (dactyl.) 38 pages.

CHIRIBOGA-TEJADA Andrés & RAMOS Diego, « La depreciación del peso colombiano y sus efectos en la frontera norte », in *Revista Chakana*, n° 12, 2015, p. 10-13.

CHIRIBOGA-TEJADA Andrés, « La gestión de la liquidez en la legislación económica », in *Desarrollo Legislativo en Materia Económica 2013 – 2017*, Asamblea Nacional del Ecuador, Quito, 2017, p. 88-110.

CHIRIBOGA-TEJADA Andrés, « Elementos para una aproximación sociológica sobre dolarización y cultura en el Ecuador », in *Dos décadas de dolarización*, VILLALBA, Mateo (dir.), Quito, FLACSO-CONGOPE, sous presse, (dactyl.) 31 pages.

CUBILLO Ana, HIDALGO Antonio & DOMÍNGUEZ José, « El pensamiento sobre el Buen Vivir. Entre el indigenismo, el socialismo y el posdesarrollismo », in *Revista del CLAD Reforma y Democracia*, n° 60, 2014, p. 27-58.

LARREA Ana María, « El Buen Vivir como contrahegemonía en la Constitución Ecuatoriana », in *Utopía y Praxis Latinoamericana*, n° 53, 2011, p. 59-70.

LE QUANG Matthieu & VERCOUTÉRE Tania, *Ecosocialismo y Buen Vivir: Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*, Quito, Cuadernos Subversivos IAEN, 2013.

LE QUANG Matthieu, « Interpretaciones y tensiones alrededor del Buen Vivir en Ecuador », in *Papeles de relaciones ecosociales y cambio global*, n° 137, 2017, p. 145-158.

OLIVA Nicolás, « Reforma tributaria en el Ecuador: el pecado del Dólar Electrónico », CELAG, 2016, Disponible: <https://www.celag.org/reforma-tributaria-en-ecuador-el-pecado-del-dolar-electronico-por-nicolas-oliva-y-sebastian-carvajal/> [Consulté le 25 juin 2019]

RAMÍREZ René, « Otra ética para otra Sociedad: la del Sumak Kawsay », in *La Nueva Economía en la Nueva Constitución del Ecuador*, SERRANO Alfredo (dir.), Quito, Servicio de Rentas Internas, 2015, p. 35-72.

RAMOS Diego, « El Dinero Electrónico en el Ecuador: perspectiva desde un ciudadano medianamente informado », Observatorio de la Dolarización, 2017, Disponible: <https://dolarizacion.ec/2017/12/22/el-dinero->

A CHIRIBOGA-TEJADA, « La gestion de la liquidité... »

electronico-en-el-ecuador-perspectiva-desde-un-ciudadano-
medianamente-informado/ [Consulté le 25 juin 2019]

SECRETARÍA NACIONAL DE PLANIFICACIÓN Y DESARROLLO-
SENPLADES, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2013-2017*, Quito, 2013.

SERVICIO DE RENTAS INTERNAS –SRI, *Informe de Gestión–
Enero - Diciembre de 2016*, Quito, 2017.